



ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា

ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Chambres Extraordinaires au sein  
des Tribunaux Cambodgiens

ការិយាល័យសហចៅក្រមស៊ើបអង្កេត

Office of the Co-Investigating Judges  
Bureau des Co-juges d'instruction

សំណុំរឿងព្រហ្មទណ្ឌ

Criminal Case File /Dossier pénal

លេខ/No: 002/14-08-2006

លេខស៊ើបសួរ/Investigation/Instruction

លេខ/No: 002/19-09-2007-ECCC-OCIJ

Royaume du Cambodge  
ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា  
Nation Religion Roi  
DOCUMENT RECEIVED/DOCUMENT REÇU  
ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date of receipt/date de réception):  
..... 15 / 12 / 2009 .....  
ម៉ោង (Time/Heure) : ..... 10 : 00 .....  
មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង /Case File Officer/L'agent chargé  
du dossier:..... *C.A.* .....

កំណត់ហេតុនៃការសួរចម្លើយ

Written Record of Interview of  
Charged Person

Procès-verbal d'interrogatoire

L'an deux mille neuf, le quatorze Décembre, à neuf heures et quinze minutes.

Devant Nous, **You Bunleng** (យូ ប៊ុនហ្សៀង) et **Marcel Lemonde**, Co-juges d'instruction  
auprès des Chambres Extraordinaires,

Assistés par M. Ham Hel ហាម ហែល និង M. Ly Chantola លី ថ័ន្ទី គីណា, greffiers,

Vu la Loi relative à la création de Chambres Extraordinaires au sein des tribunaux  
cambodgiens, en date du 27 octobre 2004 (« Loi sur les CETC »),

Vu les règles 55 et 58 du Règlement intérieur des Chambres Extraordinaires

En présence de M. OUCH Channora (អ៊ូច ចាន់ណូរ៉ា) et Bell Sak Pheakdey (បែល សក្កីភក្កី),  
interprètes assermentés auprès des Chambres Extraordinaires,

A comparu la personne mise en examen dont l'identité est indiquée ci-dessous:

Nom: **NUON Chea** (នួន ជា), de sexe masculin, né le 7 juillet 1926.

Mis en examen pour **Crimes contre l'humanité et Violations graves des Conventions  
de Genève du 12 août 1949**, Faits prévus et punis par les articles 5, 6, 29 (nouveau) et  
39 (nouveau) de la Loi sur les CETC,

L'original du présent procès-verbal est rédigé en khmer.

ឯកសារបានថតចម្លងត្រឹមត្រូវតាមច្បាប់ដើម  
CERTIFIED COPY/COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ នៃការបញ្ជាក់ (Certified Date /Date de certification):  
..... 15 / 12 / 2009 .....  
មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង /Case File Officer/L'agent chargé  
du dossier:..... *C.A.* .....

Les Co-procureurs des Chambres Extraordinaires, M. Andrew Cayley et Mme Chea Leang (ជា លាង), ont été dûment avisés de la tenue de l'interrogatoire par la convocation du 26 Novembre 2009 :

- Mme CHEA Leang (ជា លាង) est représentée par M. Seng Bunkheang សេង ប៉ុនឃាង, Assistant du Co-Procureur;
- M. Andrew Cayley est représenté par M. Dale C. Lysak, Assistant du Co-Procureur.

Maîtres SON Arun សុន អ័រុណ et Michiel PESTMAN, Co-avocats de la personne mise en examen, ont été avisés de la tenue de l'interrogatoire par la convocation du 26 Novembre 2009 et ont eu la possibilité de consulter le dossier à partir de cette date. Maître SON Arun សុន អ័រុណ est présent ; Maître Michiel PESTMAN est absent.

### Interrogatoire

#### Mention des Co-juges d'instruction :

1. Le 20 novembre 2009, en réponse à une demande des co-procureurs<sup>1</sup>, nous avons rendu une ordonnance<sup>2</sup> dans laquelle nous nous sommes efforcés de clarifier l'interprétation des dispositions du Règlement intérieur en matière de mise en examen. Nous avons notamment souligné que, lors, de la mise en examen, la notification des "faits reprochés" devait préciser la qualification juridique de ces faits tout en rappelant qu'au stade de l'instruction les qualifications sont toujours provisoires. Nous avons également précisé que nous devrions statuer, dans l'ordonnance de clôture, sur tous les faits dont nous avons été régulièrement saisis, en rendant une ordonnance de renvoi devant la Chambre de première instance ou en prononçant un non lieu<sup>3</sup>.
2. C'est dans l'esprit de cette décision qu'est organisé aujourd'hui le présent interrogatoire, ayant pour but de vous notifier, alors qu'approche la fin des investigations, les faits qui vous sont reprochés, étant rappelé que *"si les co-juges d'instruction ne peuvent renvoyer une personne pour des faits pour lesquels elle n'aurait pas préalablement été mise en examen, une mise en examen ne saurait évidemment préjuger de la décision des co-juges d'instruction de rendre au stade de la clôture, une ordonnance de renvoi ou de non lieu"*<sup>4</sup>.
3. Conformément au réquisitoire introductif et aux réquisitoires supplétifs ultérieurs, nous sommes dans la phase finale de notre instruction sur les faits dont nous avons été saisis et sur votre responsabilité pour les crimes qui ont pu être identifiés à ce stade.

<sup>1</sup> Requête des co-procureurs sur la clarification des charges, 4 septembre 2009, D198.

<sup>2</sup> Ordonnance sur la clarification des charges 20 novembre 2009, D198/1.

<sup>3</sup> Ibid par. 10.

<sup>4</sup> Ibid par. 10.

4. Après avoir examiné les éléments de preuve concernant les coopératives et camps de travail, les centres de sécurité et sites d'exécution, les situations de déplacement de personnes et le traitement de groupes spécifiques notamment les chams, les vietnamiens, les bouddhistes et autres groupes pris pour cible, nous estimons qu'il existe des indices précis et concordants que des actes susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité, des violations graves des conventions de Genève de 1949, des crimes de génocide et des crimes nationaux ont été commis.
5. A ce stade de l'instruction les Co-juges d'instruction considèrent également qu'il existe des indices précis et concordants qu'entre le 17 avril 1975 et le 6 janvier 1979, vous, sous le nom de Nuon Chea ou sous différents alias notamment Frère Nuon, Camarade Nuon, Oncle Nuon ou Frère ou Oncle numéro deux, étiez un haut dirigeant du Kampuchéa démocratique ou l'un des principaux responsables des crimes relevant de la compétence des CETC, dans les conditions suivantes.
6. En tant que Secrétaire adjoint du Parti Communiste du Kampuchéa (PCK), membre de plein droit des Comités central et permanent du PCK, Président de l'Assemblée des représentants du peuple du Kampuchéa démocratique, Président du Comité permanent de l'Assemblée du Peuple du Kampuchéa démocratique ou Premier ministre par intérim, vous avez pris part à la création, à la mise en œuvre ou à la coordination des politiques du PCK qui ont conduit à des déplacements de personnes, à l'établissement et au fonctionnement de coopératives et de camps de travail, de centres de sécurité et de sites d'exécution, et au mauvais traitement de civils, notamment les cham, les vietnamiens et les bouddhistes, ou autres groupes pris pour cible. De plus, en ces qualités, vous vous êtes associé et avez participé à des réunions de haut niveau avec les autres hauts dirigeants politiques et militaires du PCK, avec les membres des comités de zone et de secteurs et les commandants militaires. Lors de ces réunions et par la réception de nombreux télégrammes, rapports, aveux ou autres communications, par les visites que vous avez effectuées dans les camps de travail, les ministères et dans un certain nombre d'unités, vous étiez informé de la situation à Phnom Penh, dans l'ensemble du Cambodge, et le long de ses frontières, ainsi que de la façon dont les politiques du PCK étaient définies, diffusées et appliquées.
7. En tant que Secrétaire adjoint du Parti Communiste du Kampuchéa (PCK), membre de plein droit des Comités central et permanent du PCK et membre du Comité militaire du CPK, ou en d'autres qualités, vous supervisiez les secteurs de la sécurité, du « bien être social », de la culture, de la propagande et de l'éducation officielle au Cambodge. Vous, personnellement ou via Son Sen, exerciez une autorité et un contrôle effectif sur S-21 et sur d'autres ministères, unités militaires ou administratives, au niveau central et dans l'ensemble du Cambodge. Vous avez ordonné, mis en œuvre ou coordonné l'arrestation, la détention, l'interrogatoire, la torture et l'exécution des personnes envoyées à S-21, en particulier des personnes ou cadres considérés comme « mauvais éléments », « traîtres » et « ennemis » dans les rangs du Parti, de l'Armée Révolutionnaire du Kampuchéa, des offices centraux et notamment du Bureau 870 et de S-71, des ministères et notamment ceux de la propagande et des affaires sociales, ainsi que de soldats et civils vietnamiens. Vous assuriez notamment la liaison entre S-21 et les unités militaires ou administratives dans les zones et secteurs, les bureaux centraux du Parti et les ministères, dans le but de faciliter l'arrestation de ces personnes.

8. Vous avez participé à la promotion et à la diffusion de la politique du PCK au plan national et international. En particulier vous étiez en charge du travail du Parti dans les domaines du « bien être social », de la culture, de la propagande et de l'éducation officielle, et vous avez assuré la promotion et la diffusion de la politique et de l'idéologie du PCK en participant à, et en conduisant, de nombreuses sessions d'études et d'éducation politiques et idéologiques.
9. Vous avez participé à la création, à la mise en œuvre, à la coordination et à la diffusion de la politique du PCK en matière de sécurité extérieure et en particulier relativement au conflit armé international avec le Vietnam, qui a donné lieu à des Violations Graves des Conventions de Genève de 1949.
10. Au vu de ce qui précède, nous vous confirmons les mises en examen qui vous ont été notifiées lors de votre première comparution et, après avoir analysé les éléments de preuves, nous considérons que des mises en examen supplémentaires doivent vous être notifiées. En conséquence, vous êtes désormais mis en examen pour avoir, par vos actions ou vos omissions :
  - planifié,
  - incité à commettre,
  - ordonné,
  - commis,
  - porté aide et assistance aux auteurs,
  - conspiré,
  - participé,
  - tenté de commettre,
  - dans les limites des dispositions de notre ordonnance « Entreprise Criminelle Commune »<sup>5</sup>, été membre d'une pluralité de personnes ayant contribué à un objectif commun qui s'est traduit par, ou a engendré, la commission d'un ou plusieurs crimes, ou
  - vous être rendu responsable en qualité de supérieur hiérarchique,

(pour) les crimes suivants:

#### 11. CRIMES CONTRE L'HUMANITE

- Meurtre
- Extermination
- Emprisonnement

---

<sup>5</sup> Ordonnance sur l'application devant les CETC de la forme de responsabilité dite « Entreprise criminelle commune », 8 décembre 2009, D97/13

- Réduction en esclavage
- Déportation
- Torture
- Viol
- Persécutions pour motifs politiques, raciaux ou religieux
- Autres actes inhumains

Infractions prévues et punies par les articles 5, 29 (nouveau) et 39 (nouveau) de la Loi des CETC.

## 12. VIOLATIONS GRAVES DE LA CONVENTION DE GENEVE DE 1949

- Homicide intentionnel
- Torture ou traitements inhumains
- Fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé
- Destruction et détérioration graves de biens, non justifiées par les nécessités militaires et exécutés de façon illicite ou arbitraire
- Fait de priver intentionnellement des prisonniers de guerre ou des civils de leur droit à un procès équitable
- Déportations ou transferts illégaux, détentions illégales de civils.

Infractions prévues et punies par les articles 6, 29 (nouveau) et 39 (nouveau) de la Loi des CETC.

## 13. GENOCIDE des chams et vietnamiens.

Infractions prévues et punies par les articles 4, 29 (nouveau) et 39 (nouveau) de la Loi des CETC.

14. De plus, compte tenu de la décision de la Chambre préliminaire sur appel de l'ordonnance de renvoi contre Kaing Guek Eav alias Duch<sup>6</sup> et dans l'attente d'une décision de la Chambre de première instance sur cette question, nous vous notifions que vous êtes également mis en examen pour les crimes suivants :

### CRIMES NATIONAUX

- Homicide
- Torture
- Persécution religieuse

Infractions prévues et punies par les articles 3 (nouveau), 29 (nouveau) et 39 (nouveau) de la Loi des CETC et les articles 209, 210, 500, 501, 503, 504, 505, 506, 507 et 508 du code pénal de 1956.

Au vu de l'ensemble de ces notifications, souhaitez-vous présenter des observations ou préférez-vous exercer votre droit au silence ?

<sup>6</sup> **Décision en appel de l'ordonnance de renvoi contre Kaing Guek Eav alias Duch D99/3/42, dossier 001/18-07-2007, pars. 55-88**

**La personne mise en examen** : Je préfère exercer mon droit au silence.

L'original de l'enregistrement vidéo et audio est mis sous scellés devant la personne mise en examen et son avocat et est signé par nous, les greffiers, la personne mise en examen et l'avocat de la personne mise en examen.

Une copie de l'original de l'enregistrement vidéo et audio est fournie à la personne mise en examen.

À neuf heures et trente-sept minutes, nous avons demandé aux greffiers de donner lecture du procès-verbal de l'interrogatoire de la personne mise en examen, sur la base de la transcription qui en a été faite.

Après en avoir reçu lecture, la personne mise en examen n'a pas d'objection à formuler et accepte de signer le procès-verbal.

<b>ជនគ្រប់គ្រង</b>	<b>មេធាវី</b>	<b>សហព្រះនិច្ចករជំនាញ</b>	<b>អ្នកបកប្រែ</b>	<b>ក្រឡាបញ្ជី</b>	<b>សហចៅក្រម</b>
<b>Personne mise en examen</b>	<b>ជនគ្រប់គ្រង Avocat de la Personne mise en examen</b>	<b>Co-procureurs</b>	<b>Interprètes</b>	<b>Greffiers</b>	<b>ស៊ើបអង្កេត Co-juges d'instruction</b>